Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9924

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an
ISSN 0771.470X

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

N° 363
3-4e trimestre 2015
1,30 Euro



www.internationalism.org
belgium@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

Propagande bourgeoise ou solidarité prolétarienne?

"À toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes; autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante" (Marx et Engels, L'Idéologie allemande).

"Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante" (Marx et Engels, Le Manifeste du Parti communiste).

La peur de l'autre, le sentiment d'isolement, l'individualisme et la haine se répandent aujourd'hui comme un poison dans les veines de la société. Cette déliquescence sociale est l'une des manifestations de l'entrée, depuis la fin des années 1980, du capitalisme dans la phase historique ultime de sa décadence: la décomposition. Ce repli généralisé est probablement la plus grande cause de souffrance humaine: face à la crise économique mondiale et ses conséquences, face à la barbarie guerrière et ses horreurs, l'absence de solidarité, la dissolution des rapports sociaux (justement propres à cette société en décomposition) engendrent résignation, crainte et désespoir. Il n'y a rien de pire que de se sentir seul et atomisé.

En réponse, se répand un simulacre de solidarité entretenue par la classe dominante, celle du repli sur la famille, le clan, la communauté culturelle, ethnique ou religieuse, la région, la nation, la "race", autant d'entités en concurrence, voire en guerre, contre "l'autre": l'autre famille, clan, communauté, culture, ethnie, religion, région, nation ou "race". Les causes de cette dynamique marquée par la peur de l'avenir, le *no future,* sont multiples évidemment. (1)

Dans notre presse, nous avons choisi de mettre particulièrement en évidence que l'une des causes essentielles de cette dynamique mortifère est l'action volontaire, consciente et calculée de la bourgeoisie. Son idéologie, sa propagande, ses discours et ses médias aux ordres sont au service d'un objectif caractéristique des classes exploiteuses: "Diviser pour mieux régner". Il ne faut donc surtout pas sous-estimer les capacités de notre ennemi de classe. La bourgeoisie, en particulier sa partie la plus éduquée et consciente, celle qui se regroupe et s'organise au sein des États, est la classe dominante la plus sournoise et machiavélique de l'Histoire. Elle sait parfaitement que la force du prolétariat réside dans sa capacité à être uni et solidaire. Et puisque *"l'un des plus vieux principes de la stratégie militaire est la nécessité de saper la confiance et l'unité de l'armée ennemie", "la bourgeoisie a toujours compris la nécessité de combattre ces qualités dans le prolétariat".* (2) Et depuis le début d'été 2015, le battage propagandiste est particulièrement bruyant et... nauséabond.

En Grèce, la classe ouvrière subit les pires affres de la crise économique mondiale. Parallèlement, la bourgeoisie, et ce à l'échelle internationale, exploite la faiblesse actuelle de la combativité et de la conscience ouvrières en n'ayant de cesse de monter les "peuples" les uns contre les autres. Les ailes d'extrême-gauche et d'extrême-droite de l'échiquier politique bourgeois désignent comme responsables de tous les maux le diktat européen, la troïka UE/BCE/FMI et les "tortionnaires allemands"; leurs discours sont ultra-nationalistes, ils en appellent à la révolte du "peuple grec", du "peuple français", "espagnol"... En Grèce, la victoire du *non* au référendum a ainsi été fêtée par des manifestations brandissant massivement le drapeau national grec. Par la voix de ses fractions de gauche, du centre et de droite, cette même classe dominante change de discours et de boucs-émissaires tout en gardant la même logique nationaliste en désignant "l'irresponsabilité traditionnelle des Grecs" et en prétendant que les "contribuables européens" vont devoir payer l'addition du "laxisme" et de "l'égoïsme" helléniques.

Au-delà des difficultés économiques réelles et insolubles à long terme du capitalisme mondial, le cirque médiatique du compte à rebours de la dette grecque, tout comme le référendum de Tsipras, sont eux aussi des pièges idéologiques qui participent à crédibiliser cette propagande. Il s'agit d'ailleurs d'une des forces de la bourgeoisie: parvenir à utiliser ses propres difficultés, sa crise, ses guerres, ses catastrophes, son pourrissement contre son plus grand ennemi, la classe ouvrière.

L'instrumentalisation des actes terroristes les plus barbares en est l'une des meilleures illustrations. Quand les djihadistes abattent, massacrent, découpent, guillotinent et pulvérisent aux quatre coins du globe de pauvres innocents, les médias procèdent à un matraquage destiné à terroriser et exploiter les réactions émotionnelles ainsi suscitées. Les discours politiques utilisent en effet ces actes horribles pour leurs propres intérêts en tournant en boucle autour de la "guerre des civilisations", de la "nécessaire surveillance et répression", etc. Ceci, afin de justifier les guerres impérialistes à l'extérieur des frontières et le flicage de la classe ouvrière à l'intérieur. (3)

Grands événements internationaux ou petits faits divers locaux, partout, la classe dominante occupe le terrain en distillant sa propagande, en suscitant peur, division et méfiance; son principal souci est d'éviter que les prolétaires pensent par eux-mêmes et discutent entre eux.

En France, le gouvernement socialiste est passé maître dans cet art de désigner telle ou telle partie de la population pour focaliser sur elle toute l'attention et les haines: Roms, homosexuels, chauffeurs clandestins de taxis... les diversions se succèdent et se ressemblent. La politique de Hollande tient en un mot: bouc-émissarisation. Dans les entreprises, ce sont les syndicats qui prennent magistralement le relais de cette même politique d'atomisation. En effet, dès que de rares salariés commencent à se poser des questions et à vouloir lutter pour leur dignité, alors les syndicats entrent en scène pour isoler ces luttes dans le carcan corporatiste, sectoriel ou régionaliste tandis que les médias dénoncent, eux, le prétendu "égoïsme" des salariés en lutte. Telle a été par exemple la manœuvre dont ont été victimes les salariés des Hôpitaux de Paris tout au long du mois de juin. (4)

(suite à la page 4)

SITUATION EN GRÈCE

Une attaque contre toute la classe ouvrière!

L'article que nous publions date du lendemain du réferendum grec du dimanche 5 juillet. Il reste toutefois d'actualité parce qu'il fondamental tire la classe ouvrière pour la lutte d'oie.

L'étendue des attaques sur les emplois, les revenus, les retraites et un éventail entier des services essentiels a touché une corde sensible parce qu'il n'est pas quelque chose que lui restreint jusqu'aux ouvriers en Grèce.« La crise grecque » fait partie en fait d'une crise qui touche toute la classe ouvrière et leur esquisse l'avenir qui nous eux attendre l'état si nous ne reprenons pas résolue et collectivement la lutte.

Les diverses factions à droite essayent de montrer comment nuisible l'UEà la défense des intérêts nationaux et de l'intégrité et de demoniseren, le gouvernement allemand est, pendant qu'autrui continuentà accuser« les grecs paresseux » parce qu'eux leurétat vit. Les groupes parlementaires gauches restent, après qu'ils ont soutenu Syriza et« non » la voix dans le réferendum, prétendent que le capitalisme peut fonctionner sans mesures de sobriété. Ils tendent en même temps nous notre que la solidarité avec les ouvriers grecs signifie le soutien Syriza-regering contreà l'UE.

Le spectre entier politique de la bourgeoisie s'est senti sûr de soiment assez utiliser la situation dans propre avantage, et contre la conscience de la classe ouvrière d'utiliser, surtout en défaisant la signification de solidarité de classe de son véritable contenu.

Cela explique d'ailleurs aussi pourquoi sur la véritable sympathie plate internationale des ouvriers avec leurs camarades grecs a existé, après que le gouvernement grec après la victoire du` non stem'presque immédiat pour laquelle elle a apporté la campagne, a acquiescé avec l'intensification du soberingsheidsmaatregelen.

Ces événements souslignent une nouvelle fois que, au lieu de suivre les nationalistes de droite et de gauche, les ouvriers leur conscience doit reformuler que leurs intérêts sont compensés radicalementà ceux-ci de toutes factions de la bourgeoisie se trouvent, et leur lutte peut se développer seulement si elle obtient véritablement internationaliste une perspective: classe contre classe, mondiale.



Le feuilleton à suspense qui dure au moins depuis le dernier cycle des négociations lancées en février dernier occulte en partie une situation économique catastrophique et des conditions de vies devenues dramatiques pour les prolétaires en Grèce. La paupérisation brutale, le chômage de masse et la chute vertigineuse des salaires et des retraites, les retards et les menaces de non-versement, le délabrement brutal des hôpitaux, l'effondrement des soins et des services, le rationnement drastique des derniers médicaments disponibles, la multiplication des suicides et des dépressions, la tension nerveuse, la clochardisation rampante et même la faim suite à la fermeture des banques et au rationnement, tout cela alimente une toile de fond terrible, celle d'un enfoncement du capitalisme dans sa phase ultime de décomposition. Sur fond de crise économique chronique, où pour

(suite à la page 2)

sommaire

(suite de la première page)

SITUATION EN GRÈCE

la première fois un État occidental se retrouve en défaut de paiement, nous assistons à l'exploitation de cet événement transformé de manière indécente en un grand spectacle théâtral aux multiples rebondissements. Nous sommes une énième fois "tenus en haleine" avec cette fameuse "dette grecque" où les rivalités des grandes puissances à son propos se déchaînent et où chaque capital tente de défendre au mieux ses sordides intérêts nationaux. Toutes les chaînes de télévision se sont appliquées à faire durer le suspense autour du "Grexit" jusqu'au moment fatidique, celui de l'heure symbolique qui autrefois effrayait les enfants, celui ou la grande horloge allait sonner minuit: le mardi 30 juin. Et après? La fée Carabosse grecque allait-elle se transformer en citrouille? Non! Le FMI "apprenait" qu'il ne serait pas remboursé des 1,5 milliards d'euros que devait lui verser l'État grec. Un secret de Polichinelle! Pour pimenter le tout, il fallait aussi la magie d'un autre suspense, celui du référendum initié par le gouvernement Tsipras: les Grecs allaient-ils voter *oui* ou *non*?

Finalement, c'est le *non* qui l'a emporté dimanche 5 juillet, après une série de sondages soigneusement mis en scène juste avant le scrutin.

Une bourgeoisie préparée face aux événements

Contrairement aux exagérations d'un "vent de panique" parfois évoqué par certains médias pour tenter d'effrayer les populations afin de mieux les asservir et porter les attaques, celle d'une trajectoire possible vers un "terrain inconnu pour la Grèce", la réalité est plutôt celle d'une dégradation de l'économie grecque déjà exsangue depuis des années, aggravée par les mesures anti-ouvrières du gouvernement Syriza lui-même. Le résultat du référendum ne change donc rien à cela. C'est pour cette raison que le jeu des négociations engagées sur fond de crise entre d'un côté, le FMI, les instances politiques de l'UE, la BCE et de l'autre, le gouvernement grec défendant lui aussi ses intérêts nationaux, relève d'un bras de fer entre voyous qu'accompagne tout un manège politico-médiatique qui dépasse le scénario strictement limité de l'économie. Face à la gravité de la situation, la bourgeoisie a déjà été amenée à s'adapter et à s'organiser en anticipant les difficultés économiques de la Grèce et de la zone euro, comme elle avait été amenée à faire face aux secousses et aux conséquences de la précédente crise financière et bancaire dite des *subprimes* en 2008. Elle avait su réagir de manière concertée afin d'éviter les pires conséquences de la dégringolade des cours de la bourse. En prenant des mesures au niveau des États et des banques centrales (Banque centrale européenne ou la Banque fédérale américaine), elle soutint les marchés et évita l'assèchement trop brutal des liquidités. De fait, la situation de la Grèce reste parfaitement connue et suivie. Il est évident que les banques (notamment la BCE) et les États ont très largement anticipé pour s'organiser, prendre des mesures face aux difficultés de la Grèce. Tsipras ne voit d'ailleurs dans le résultat du *non* pas tant une rupture que "le renforcement de notre pouvoir de négociation".

Le déclin historique du capitalisme a généré depuis un siècle maintenant une tendance universelle au capitalisme d'État, poussant ce dernier à devenir un acteur central au cœur de l'économie. Cette tendance initiée à la fois par les nécessités de faire face aux contradictions croissantes du système et aux besoins de mobilisation pour la guerre totale, s'est accentuée fortement suite au grand krach boursier de 1929 et n'a jamais cessé depuis. Toute une expérience s'est accumulée par la mise en place du keynésianisme et s'est perfectionnée au fur et à mesure des épreuves et des grands soubresauts économiques du xxe siècle. Depuis les années 1980-1990 et la "mondialisation", des mécanismes toujours plus complexes à l'œuvre et toutes sortes de tricheries avec la loi de la valeur, de palliatifs, ont permis aux États capitalistes les plus puissants de ralentir les effets les plus désastreux de la crise économique et surtout de reporter ses effets les plus dévastateurs sur les États capitalistes rivaux les plus faibles. En quelque sorte, la Grèce est déjà une première périphérie au sein de l'UE. Elle se situe aux marges sud de l'Europe et présente toutes les faiblesses qu'exploitent paradoxalement et de manière hypocrite les États-requins qui se penchent à son chevet. Bien avant le cas de la Grèce, le FMI lui-même avait déjà dû faire face à d'autres situations catastrophiques, comme ce fut le cas au début des années 2000 en Argentine. Ajoutons cependant que le cas de la Grèce, pour préoccupant qu'il soit, ne représente en réalité que 1,8 % du PIB de la zone euro, ce qui limite d'autant les "risques de contagion". Les banques privées se sont largement délestées par ailleurs de la "dette grecque" au profit de la BCE et des principaux acteurs publics que sont les États. Tout ceci montre que l'enjeu essentiel de la mise en scène possède bien aussi une dimension politique.

Une mise en scène politicienne contre le prolétariat

La principale raison de toute la mascarade médiatique exploitant la gravité de la situation est essentiellement de vouloir mystifier le prolétariat, enfumer les consciences, notamment pour tenter de masquer la nature bourgeoise et nationaliste de Syriza et du gouvernement Tsipras. C'est aussi pour accréditer l'idée d'une possible "alternative" crédible de la "gauche radicale" qui émerge progressivement en Europe (comme Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, le NPA et le Front de gauche en France, etc.). Cela, face à des partis socialistes jugés "traîtres" abandonnant les "valeurs de la gauche". Le but essentiel est aussi naturellement de faire passer la pilule de l'austérité et des attaques pour tous les ouvriers, et pas seulement en Grèce! Exposer ainsi au pouvoir une fraction aussi "radicale" que l'extrême gauche de l'appareil politique bourgeois ne peut que porter un discrédit aux idéologies gauchistes nécessaires à l'encadrement politique du prolétariat. D'autant plus que ces idéologies sont relativement affaiblies depuis l'effondrement du mur de Berlin en raison de leur soutien, plusieurs décennies durant, aux régimes staliniens (certes de manière "critique", mais non moins zélée). Toute la mise en scène, exprimant au passage les points de vue des protagonistes de la négociation en proie à quelques divergences et rivalités politiques bien réelles, n'en a pas moins constitué un soutien pour préserver l'image de gauche radicale de Syriza. Même si cela paraît paradoxal, l'attitude des uns et des autres n'a fait que conforter l'image "d'intransigeance" du gouvernement grec et valoriser sa volonté de "refuser les diktats de Bruxelles" qui se trouvent confortés par la victoire du *non*. La position très ferme de la Chancelière Angela Merkel, celle du FMI et la volonté de maintenir des négociations plus ouvertes de la part des instances européennes avec une attitude plus "compréhensive" du président Hollande, plus "ouvert à gauche" à l'égard de la Grèce tout en restant "ferme", permettent en fin de compte de présenter le gouvernement Syriza comme "fidèle au peuple", refusant de manière catégorique "l'austérité". *In fine,* Syriza et Tsipras sont confirmés comme des "héros" et "victimes" de l'ex-Troïka, instance assimilée aux "méchants capitalistes" (1). Ainsi, malgré les attaques brutales et croissantes menées directement par l'État grec, ces dernières apparaissent comme imposées par "l'extérieur". Le gouvernement grec qui réprime et pressure les prolétaires comme jamais, ce vrai bourreau à la tête de l'État bourgeois, retrouve là un statut de véritable "combattant" tenant tête aux "capitalistes" pour soi-disant atténuer la "souffrance du peuple grec". Finalement, Syriza, conforté par ce coup de pouce et son "soutien populaire", bénéficie toujours d'une image "ouvrière". Et cette mystification est d'autant plus efficace qu'elle est très largement relayée et appuyée par les gauchistes de tous poils en Europe qui applaudissent la victoire du *non* pour mieux étayer leur discours sur une prétendue alternative possible à l'austérité: *"Depuis le 25 janvier 2015 et la victoire électorale de Syriza en Grèce, la troïka UE-BCE-FMI use d'une brutalité inouïe pour faire capituler le gouvernement Tsipras, pour que le choix populaire d'en finir avec l'austérité soit bafoué"*(2).

Il s'agit en fait d'un véritable piège idéologique qui est en train de se déployer à l'échelle de l'Europe.

Une autre conséquence majeure de toutes ces manipulations idéologiques, c'est l'accentuation des divisions au sein de la classe ouvrière. Tout d'abord, en présentant les prolétaires grecs comme des parias et victimes "à part", dont le sort est "étranger" aux autres "nantis" en Europe, les médias cherchent à couper les prolétaires grecs de leurs frères de classe. Seuls les ouvriers grecs auraient en fin de compte une "raison valable" de lutter, bien que, par "sagesse", il leur est grandement recommandé d'accepter de faire les "sacrifices nécessaires" pour "sortir de la crise". Cette perversion est d'autant plus forte qu'elle s'accompagne d'une dénaturation complète de la solidarité par les gauchistes qui l'ont réduite au simple soutien électoral en faveur du *non*: *"Il faut des mobilisations de solidarité massives, pour que la confiance augmente, pour que le Non gagne en Grèce"* (ibid). Telle est la "solidarité" des gauchistes: ni plus ni moins qu'un soutien au gouvernement grec qui défend ses sordides intérêts capitalistes nationaux! Enfin, par cette idéologie démocratique encadrant et motivant le référendum, les divisions au sein même du prolétariat grec se sont renforcées avec le clivage *oui/non*, même si le *non* l'emporte avec une nette majorité.

En fin de compte, comme nous le disions dans un de nos articles précédents, *"Que les gauchistes décrivent Syriza comme une sorte d'alternative au capitalisme est totalement frauduleux. Juste avant les élections, un groupe de dix-huit économistes distingués (incluant deux lauréats du Prix Nobel et un ancien membre du Comité de politique monétaire d'Angleterre) a écrit au* Financial Times *en approuvant des aspects de la politique économique de Syriza* (…) *Comme le fait remarquer un commentaire sur le site du magazine* The New Statesman: "le programme de Syriza *(…)*, c'est de la macro-économie classique. Le parti Syriza a simplement l'intention d'appliquer ce que les manuels suggèrent." *Et donc, suivant les manuels, Syriza a négocié avec les créanciers européens de la Grèce, en premier lieu pour prolonger le plan de sauvetage et ses conditions* (…)"(3).

Syriza et les gauchistes qui les défendent, la fameuse troïka et consorts, les médias qui les mettent en scène, tous vont continuer leurs mystifications après ce référendum. Ils appartiennent au même monde. Leur monde est celui du capitalisme décadent. Ils sont les commissaires politiques défenseurs de l'État, d'un ordre bourgeois au service de l'exploitation la plus brutale.

WH/06/07/2015

(1) L'ex-ministre Varoufakis a même accusé les créanciers d'Athènes de "terrorisme"! En démissionnant au lendemain du référendum malgré la victoire du "non", il permet à l'appareil politique de préserver une aile gauche qui, face aux inévitables nouvelles mesures d'austérité du gouvernement Tsipras, pourra faire valoir sa "véritable" radicalité.

(2) Dixit le groupe gauchiste Français le NPA.

(3) Cf article sur le site web, Grèce: les gauchistes cachent la nature bourgeoise de Syriza

Défense de la gauche communiste: Communiqué de solidarité avec la TCI

Après avoir pris connaissance sur les pages web de la Tendance communiste internationaliste du communiqué du 12 avril 2014, intitulé: *A proposito di alcune infami calunnie (Response to a Vile Slander)*, le CCI tient à apporter toute sa solidarité à cette organisation et à ses militants plus particulièrement visés face aux attaques dont ils sont la cible de la part de quelques anciens membres de la section en Italie de la TCI, le *Partito comunista internazionalista*.

Tous ceux qui se revendiquent du courant de la Gauche communiste ou qui s'intéressent à ce courant connaissent les désaccords existant entre le CCI et la TCI, des désaccords qui portent sur des questions d'analyse générale (comme celle du cours historique), d'interprétation de l'expérience historique (comme le travail de la Fraction italienne entre 1928 et 1945 ou la fondation du *Partito comunista internazionalista* en 1943-45) ou, et pour nous c'est le plus important, sur les rapports devant exister aujourd'hui entre groupes se réclamant de la Gauche communiste. Nous n'avons jamais caché ces désaccords ni renoncé à critiquer vigoureusement les positionnements politiques de la TCI (et du BIPR dans le passé) que nous jugeons néfastes pour le combat de la Gauche communistes. Mais cela ne doit pas, à nos yeux, affecter l'expression de notre totale solidarité envers la TCI ni la fermeté avec laquelle nous condamnons les calomnies dont cette organisation et certains de ses militants sont aujourd'hui la cible. C'est là une attitude qui appartient à la tradition du mouvement ouvrier.

Le CCI n'a pas connaissance de l'identité des éléments qui attaquent aujourd'hui le PCInt-TCI, ni des termes exacts de leurs allégations. Cependant, le CCI fait toute confiance au communiqué publié par cette organisation et considère comme véridiques les informations qu'il apporte. Cette confiance s'appuie sur les faits suivants:

- Nous ne pouvons pas imaginer qu'une organisation qui se réclame des positions de la Gauche communiste et qui a défendu ces positions pendant 70 ans puisse inventer les faits qui sont rapportés dans son communiqué;

- L'expérience du mouvement ouvrier (de même que l'expérience du CCI lui-même) atteste de la bassesse et de l'ignominie dans laquelle peuvent plonger d'anciens militants dès lors qu'ils développent des griefs envers leur ancienne organisation, qu'ils abandonnent le combat pour la défense de la perspective communiste pour engager le combat pour la défense de leur petite personne. La déception, la frustration, les blessures d'orgueil, la rancune deviennent alors les moteurs de leur comportement et non plus la révolte contre l'infâme société d'exploitation. Comme le dit le communiqué du PCInt . "*les attaques haineuses*" contre leur ancienne organisation "*sont devenues le centre de leur politique, sinon de leur vie*" et non plus le combat contre le capitalisme dont ils deviennent alors, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en soient conscients ou non, les alliés;

- Un des moyens les plus sournois, mais malheureusement "classique", de la démarche destructrice de ces éléments envers leur ancienne organisation est de porter les accusations les plus sordides contre les militants les plus en vue de celle-ci, notamment celle d'être des "agents de l'État".

Ce type d'accusation doit être combattu et dénoncé avec la plus grande fermeté, notamment parce qu'elle introduit la suspicion au sein de l'organisation mais aussi dans l'ensemble du milieu prolétarien. C'est pour cela que le CCI affirme sa disponibilité pour apporter toute son aide à la TCI, dans les modalités que celle-ci jugera utiles, afin de démasquer les calomnies portées envers certains de ses militants et de rétablir leur honneur.

Le CCI appelle tous les éléments et groupes qui combattent sincèrement pour la révolution communiste, et particulièrement ceux qui se réclament de la Gauche communiste (notamment ceux qui se rattachent au courant animé par Bordiga après 1952), à apporter une solidarité sans faille à la TCI face aux attaques sordides dont elle est la cible. C'est l'honneur de la Gauche communiste d'avoir combattu ce type de méthodes, dont le stalinisme fut le grand spécialiste, aux moments les plus noirs de la contre-révolution. Participer au combat de la Gauche communiste ne signifie pas seulement défendre ses positions politiques. Cela signifie aussi dénoncer des comportements politiques tels que les rumeurs, le mensonge, la calomnie, le chantage qui tournent le dos aux principes du combat du prolétariat pour son émancipation.

Le CCI/17.04.2015

Militarisme et décomposition au Moyen-Orient

"En Syrie, chaque jour qui passe apporte son nouveau lot de massacres. Ce pays a rejoint les terrains des guerres impérialistes au Moyen-Orient. Après la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, voici maintenant venu le temps de la Syrie. Malheureusement, cette situation pose immédiatement une question particulièrement inquiétante. Que va-t-il se passer dans la période à venir? En effet, le Proche et le Moyen-Orient dans leur ensemble paraissent au bord d'un embrasement dont on voit difficilement l'aboutissement. Derrière la guerre en Syrie, c'est l'Iran qui attise aujourd'hui toutes les peurs et les appétits impérialistes, mais tous les principaux brigands impérialistes sont également préparés à défendre leurs intérêts dans la région. Celle-ci est sur le pied de guerre, une guerre dont les conséquences dramatiques seraient irrationnelles et destructrices pour le système capitaliste lui-même."

C'est ainsi que débutait l'article de la *Revue internationale* no 149, "La menace d'un cataclysme impérialiste au Moyen-Orient", écrit il y a presque trois ans. La situation n'a fait qu'empirer depuis et la menace d'une conflagration généralisée est encore plus grande.

L'État islamique se renforce et s'étend

Cela fait cinq ans maintenant que la guerre impérialiste ravage la Syrie dans laquelle sont impliquées les grandes puissances – États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie – ainsi que des puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie saoudite, la Jordanie, Israël, etc. Aucune issue n'apparaît à ce conflit. Au contraire, la guerre et l'instabilité s'étendent. En particulier, l'État islamique et son Califat, cette expression particulière de l'irrationalité et de la décomposition capitalistes, se renforcent. À Tikrit, à Mossoul, à Raqqa et d'autres régions encore, l'État islamique s'étend. Fin mars, les forces djihadistes d'al-Nosra ont pris la deuxième capitale provinciale de Syrie, Idleb, seulement quelques jours après que dans le Sud, al-Nosra, avec l'aide d'interventions militaires israéliennes qui, *de facto*, travaillent avec les djihadistes, a pris l'ancienne capitale arabo-romaine de Bosra dans la région de Deraa. Le même type de coopération a été observé dans l'immense camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk près de Damas où al-Nosra a fait le lit de l'avancée meurtrière de l'État islamique dans une enclave, déjà soumise à deux ans de siège et de famine, qui se présente elle-même comme un microcosme de la décomposition générale.

Mais ce type d'alliance est fragile; la tendance est même à des coalitions impérialistes de plus en plus éphémères. Ainsi à Yarmouk, les résistances à toute coopération avec les djihadistes sont très fortes. Et ces alliances au sein des différentes fractions sunnites sont elles-mêmes contingentes et périlleuses du fait que beaucoup de fractions sunnites se haïssent entre elles, encore plus qu'elles ne haïssent les chiites. A Yarmouk, une bataille sur trois ou quatre fronts est en train d'éclater; des forces palestiniennes pro-Assad y sont impliquées ainsi que le groupe djihadiste sunnite anti-régime de Aqnaf Beit al-Maqdis (le Conseil Shura moudjahidine des environs de Jerusalem – également actif dans la péninsule du Sinaï) qui est haï à la fois par l'État islamique et par al-Nosra.

L'État islamique a aussi étendu son influence sur l'Afrique du Nord dans les régions de Libye déstabilisées par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France et dans la péninsule toujours instable du Sinaï, malgré l'intervention dans ces deux zones du régime militaire égyptien. Tout cela a des conséquences pour de nouvelles attaques terroristes en Europe et au-delà. L'instabilité et l'armement libyens, le chômage massif dans toute la région et l'idéologie religieuse irrationnelle issue du délitement général de la société capitaliste a ouvert un boulevard aux groupes liés à al-Qaïda, Boko-Haram au Nigéria et al-Shabaab au Kenya, qui répandent la terreur et la guerre à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières. Les pays qui subissent cela sont la Somalie, le Sud-Soudan (où des troupes chinoises sont présentes), le Cameroun (dont les forces spéciales entraînées par Israël sont mobilisées pour combattre) et le Tchad (dont les forces spéciales anti-terroristes basées à Fort Carson, Colorado, travaillent avec des formateurs britanniques et les forces spéciales françaises). Les forces de l'impérialisme français ont été augmentées avant et après les attentats de Paris, attentats qu'on dit inspirés par al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA).

Les conséquences de la montée du djihadisme constituent une spirale de violence et de destruction sans précédent au Moyen-Orient et en Afrique. Pour reprendre à l'État islamique la ville syrienne frontalière de Kobani, par exemple, où les combats se poursuivent encore aujourd'hui dans les villages avoisinants, les puissances occidentales et les combattants kurdes ont bombardé la ville et l'ont totalement détruite; et c'est la même chose qui semble avoir lieu à Tikrit en Irak. À la politique de terre brûlée et à la terreur de l'État islamique répondent la terre brûlée et la terreur de l'Occident et de ses alliés. La dévastation de toute la région dépasse l'entendement et tandis que les démocrates de Grande-Bretagne, des États-Unis et de France ainsi que le repaire de bandits des Nations Unies dénoncent hypocritement la destruction par l'État islamique des anciens sites historiques et culturels, leurs propres avions ne sont pas moins destructeurs.

Malgré les bombardements qui le visent, l'État islamique constitue une force énorme et une menace qui s'étend. Patrick Cockburn, célèbre journaliste du *The Independant*, écrit: *"L'État islamique ne va pas exploser du fait du mécontentement populaire qui s'accroît à l'intérieur de ses frontières. Ses ennemis peuvent railler ses prétentions d'être un État véritable mais, en ce qui concerne sa capacité à enrôler des troupes, à augmenter les impôts et à imposer sa variante brutale d'Islam, il est plus fort que ses nombreux voisins régionaux"* (1). L'exemple de Tikrit montre à quel point il est difficile de déloger l'État islamique. Dans cette ville, quelques centaines de djihadistes ont tenu tête à l'assaut coordonné de milliers de forces spéciales irakiennes et de milices chiites pendant des semaines et bien que Bagdad ait annoncé avoir repris Tikrit (2), l'État islamique en contrôle toujours des parties ainsi que les provinces bien plus grandes d'Anbar et de Ninive. Pire! L'assaut semble même avoir provoqué des problèmes entre le gouvernement irakien, les États-Unis et les milices chiites soutenues par l'Iran, l'issue étant une augmentation de frappes aériennes américaines et un soutien *de facto* aux forces iraniennes. Ces relations de coopération entre l'Amérique et l'Iran soulèvent une grande consternation et de grandes craintes parmi les anciens alliés de l'ex-bloc de l'Ouest, en particulier en Arabie saoudite et en Israël.

Y-a-t-il un rapprochement entre les États-Unis et l'Iran?

Un rapprochement a commencé à s'opérer durant la guerre menée par l'État islamique en Irak et en Syrie car la montée de l'État islamique a posé à la politique guerrière des États-Unis un dilemme encore plus grand. Si le régime d'Assad avait été vaincu, la route de Damas aurait été ouverte pour l'État islamique. Récemment, le directeur de la CIA, John Brennan, l'a reconnu explicitement quand il a déclaré qu'il ne voulait pas que le gouvernement d'Assad s'effondre (3), des paroles auxquelles, quelques jours plus tard, le secrétaire d'État John Kerry a fait écho lors des discussions en vue d'un accord sur le nucléaire avec les officiels iraniens.

Les tensions entre les États-Unis et Israël, avec la clique de Netanyahou en particulier, ont émergé publiquement. Les Israéliens se sentent affaiblis et vulnérables du fait de ce que certains politiciens israéliens appellent la politique américaine de "Pivot vers la Perse" (après la politique appelée *Pivot to Asia*). Assad ou l'État islamique, la peste ou le choléra, tel est l'insoluble dilemme auquel la politique étrangère américaine est confrontée.

Si Israël s'inquiète du rapprochement irano-américain – une coopération qui existait en réalité jusqu'à la fin des années 1970 lorsque le Shah d'Iran était le gendarme de la région au service de la Grande-Bretagne et des États-Unis – l'Arabie saoudite aussi est préoccupée et c'est ce qui en premier lieu l'a poussée dans l'aventure actuelle au Yémen. La "révolution" islamique de 1979 qui a renversé le Shah, constituait une menace pour l'Arabie saoudite, avec ses "appels aux opprimés" – arme de l'impérialisme iranien pour gagner l'avantage sur ses rivaux locaux. Depuis cette époque, l'Iran a perdu les faveurs de l'Occident et, en même temps et indépendamment, le régime d'Arabie saoudite a développé une ligne dure d'islam wahhabite afin de promouvoir et d'encourager les sentiments et les activités anti-chiites extrémistes (4). L'État saoudien, préoccupé par la possibilité que l'Iran devienne une puissance nucléaire, a clairement exprimé ses propres aspirations au nucléaire.

Un autre facteur qui joue en faveur d'un "axe" américano-iranien – dont nous sommes encore loin, même si un accord est obtenu sur la capacité nucléaire iranienne – est que ce serait, pour la Russie, principal allié de l'Iran et supporter d'Assad, un sérieux revers. La Russie serait repoussée à l'intérieur de ses territoires, encerclée et comprimée. Ce qui ferait de l'Europe un lieu encore plus dangereux car la menace d'un impérialisme russe cherchant à rompre cet encerclement augmenterait à long terme.

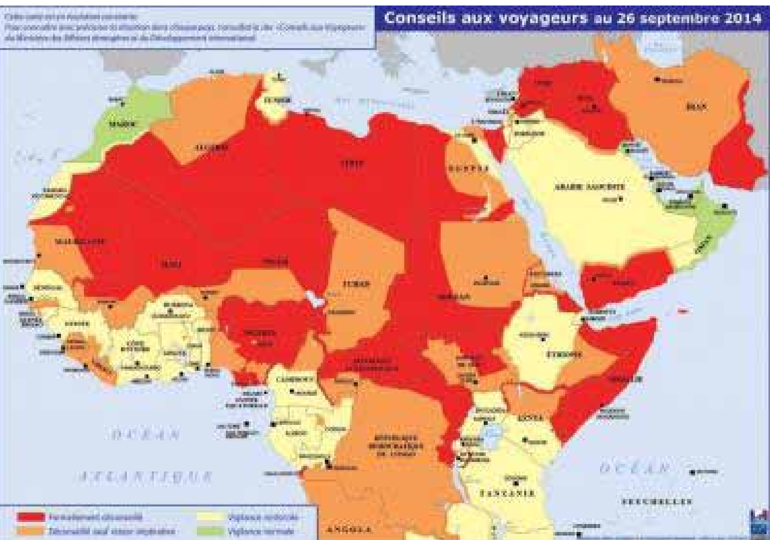
Le Yémen: une confrontation entre l'Arabie saoudite, l'Iran et d'autres

Même par rapport à ce qui est habituel au Moyen-Orient – les conflits entre communautés religieuses, la destruction gratuite, les machinations et les guerres impérialistes constantes et croissantes – l'attaque menée par l'Arabie saoudite au Yémen en mars dernier atteint de nouveaux sommets d'absurdité: l'Arabie saoudite dirige une coalition musulmane sunnite de dix nations comprenant le Pakistan, un pays non-arabe et disposant de l'arme nucléaire, pour attaquer le Yémen. Les gangsters locaux, comme les Emirats arabes unis, le Koweït et le Qatar sont impliqués mais, également, le dictateur égyptien al-Sissi ainsi que la clique génocidaire du Soudan d'el-Béchir. Tous ces despotes sont soutenus par les États-Unis et la Grande-Bretagne qui ont offert à la coalition un soutien "en logistique et en renseignements". La force de cette coalition n'est toutefois pas claire, étant donné que le Sultanat d'Oman a refusé de s'y joindre, que le Qatar est hésitant et qu'apparemment, le Pakistan l'a finalement quittée. Difficulté supplémentaire, le Yémen, étant donné sa situation géographique, est une autre sorte d'Afghanistan comme les forces impérialistes britanniques, égyptiennes et autres l'ont appris à leurs dépens dans le passé. Le Yémen est le pays le plus pauvre du monde arabe. On estime à dix millions le nombre d'enfants au bord de la malnutrition; la pauvreté et la corruption y sont rampantes. Ce pays qui n'a pas connu de conflits ethniques graves dans son histoire, a été sucé jusqu'à la moelle par d'autres puissances impérialistes et les guerres dans les dernières années, et cela est bien parti pour continuer. En septembre dernier, le président Obama a qualifié une opération de drone américain sur le territoire de "succès anti-terroriste", et même de "modèle" (5) du genre. Le Yémen et sa population qui souffre depuis longtemps, vont subir une nouvelle série de tensions et de destructions qui ne feront, selon toute probabilité, que renforcer la position d'al-Qaïda et de l'État islamique dans la péninsule arabique.

Les rebelles Houthis qui se renforcent en ce moment au Yémen viennent de la secte zaïdiste – branche obscure de l'islam chiite du clan al-Houthi au nord où cette population vit depuis mille ans. Ils sont nés au début des années 1990 en tant que mouvement évangéliste pacifique, appelé "la Jeunesse croyante". Comme beaucoup d'autres, ce mouvement s'est radicalisé à la suite de l'invasion occidentale de l'Irak en 2003. L'Iran l'appelle la révolution "Ansarullah" et a certainement fourni une assistance mais à la très petite échelle de la situation de la région. Les Houthis ne sont pas de simples marionnettes de Téhéran. Ils avaient auparavant battu les forces gouvernementales américaines et le président Saleh, soutenu par l'Arabie saoudite ainsi que les troupes d'AQPA. Le président Saleh a démissionné en 2012, et lui, son fils et cent mille de ses soldats soutiennent maintenant l'avancée houthie, une avancée qui a été facilitée par le désespoir et la méfiance envers les autorités. Le nouveau président yéménite Hadi, soutenu par l'Arabie saoudite et l'Occident, a fui l'avancée houthie sur Aden où sont restées certaines forces qui lui sont favorables, et on rapporte qu'il serait actuellement à Ryad. L'affiliation sunnite de Hadi est hors-la-loi en Arabie saoudite, ce qui constitue un autre élément de cette situation alambiquée. Les ambassades ont été fermées et les troupes américaines ont aussi fui les Houthis. Les Houthis avancent, ayant ramassé du matériel militaire abandonné par l'armée américaine évalué à un demi-milliard de dollars. Autre facteur d'instabilité: l'alliance du président Saleh avec les Houthis est très fragile, certaines de ses troupes se sont ralliées à l'Arabie saoudite et ont fui les bombardements de leurs quartiers. Cela indique que le retournement de cette armée contre les Houthis est possible, si elle se réorientait vers l'Arabie saoudite et vers ses anciens soutiens occidentaux.

Certains journalistes (6) spécialistes du Moyen-Orient ont souligné la complexité ainsi que les dangers de la guerre qui se déroule au Yémen. Ils la qualifient de "multidimensionnelle", ce qui est une description claire de la déliquescence à l'œuvre.

Il y a les Houthis, bien armés maintenant, non grâce à l'Iran mais grâce aux États-Unis; d'AQPA – qui est mortellement efficace dans cette région contre des cibles occidentales et locales depuis 15 ans, l'État islamique qui a annoncé l'ouverture de sa branche yéménite l'an dernier et a commandité l'attentat d'une mosquée le 21 mars, tuant plus de cent chiites houthis; les forces sunnites-croupion déclinantes soutenues par l'Arabie saoudite et la côte occidentale du pays qui est en partie dominée par des pirates et des seigneurs de guerre. Et c'est dans cet enfer, que l'Arabie saoudite, bien armée par l'Occident, veut mener des bombardements et envoyer des forces d'invasion! L'Arabie saoudite est apparemment en train de mobiliser 150.000 soldats et prépare son artillerie pour attaquer le Yémen. Les dimensions militaire, économique et géostratégique du conflit au Yémen ne sont pas ignorées par les journalistes: d'un côté, il y a la mer Rouge et le canal de Suez, de l'autre le golfe d'Aden et le détroit de Bab-el-Mandeb, et c'est une autre raison pour laquelle le Yémen est un enjeu si important dans l'arène impérialiste. L'aviation saoudienne a commencé à bombarder le Yémen, frappant inévitablement les camps de réfugiés et les régions civiles. L'Arabie saoudite s'inquiète également pour sa propre population et la stabilité de son régime avec l'approfondissement général de la crise: il est notoire que près de la moitié de l'armée saoudienne est composée de tribus yéménites.



L'Arabie saoudite a appelé ses plans de guerre yéménites "Opération Tempête décisive", en écho au nom de "Tempête du désert" donné à l'opération américaine en Irak en 1991 qui avait entraîné, entre autre, le massacre de soldats et de civils irakiens sur la fameuse "Autoroute de la mort" vers Bassorah. L'Iran n'appréciera pas l'implication de l'Arabie saoudite et est consciente de l'appel que celle-ci avait adressé à l'Amérique – révélé par *Wikileaks* en novembre 2010 – "il faut couper la tête du serpent" iranien (selon *l'Agence Reuters* du 29/11/2010). Qu'il y ait ou non un rapprochement entre les États-Unis et l'Iran, les tensions et la guerre dans cette région ne peuvent que s'exacerber. C'est le futur que le capitalisme réserve à cette région et, en fin de compte, au monde entier.

World Revolution, 15/04/ 2015

(1) 20/03/2015.

(2) *The Guardian*, 1/04/2015.

(3) *Middle East Eye*, 14/03/2015.

(4) Il est clair que les puissances impérialistes de la région et, évidemment, les divers gangs armés sunnites et chiites ont joué un rôle de premier plan en suscitant les divisons sunnites/chiites qui étaient bien moins importantes dans le passé. Mais l'exacerbation de ces divisions sont aussi une production "spontanée" de la décomposition, d'une société dans laquelle tous les liens sociaux se dissolvent et sont remplacés par une atmosphère fétide de pourrissement.

(5) Le *Sunday Telegraph* a récemment publié un article sur un rapport des Nations Unies montrant qu'en 2011, le président Saleh, tout en étant soutenu par l'Occident et l'Arabie saoudite, avait rencontré des représentants de haut rang de l'AQPA et leur avait accordé un asile sûr dans le sud du pays où ils ne seraient pas inquiétés par les mouvements de ses troupes. Cela est typique des rapports et combinaisons machiavéliques dans la décomposition du capitalisme. Comme ses compères du même acabit, Saleh et sa clique ont aussi escroqué des milliards de dollars.

(6) Voir par exemple les articles de Nussalbah Younis dans *The Oberver* du 29/03/2015 et de Robert Fisk dans *The Independant* du 28/03/2015.

(suite de la première page)

PROPAGANDE BOURGEOISE OU SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE?

Pas une dimension de la vie quotidienne n'échappe aux coups de boutoirs idéologiques de la bourgeoisie. Dernier exemple en date, le festival de Cannes et le triomphe du film *La loi du marché*. Quand un réalisateur et ses acteurs portés par des valeurs humanistes et voulant dénoncer l'esclavage salarié, mais involontairement influencés par l'ambiance et l'idéologie dominante, tombent dans le piège de l'apologie de la révolte individuelle et désespérée, la bourgeoisie s'empresse de braquer sur eux tous ses projecteurs, les applaudit à tout rompre et leur attribue des prix.

Au fond, toute cette énergie déployée par la bourgeoisie et ses États montre aussi une chose: elle connaît la force du prolétariat, elle sait qu'il est son ennemi mortel, un ennemi potentiellement capable de bouleverser la société de fond en comble. Elle a conscience qu'il est une classe portée par la capacité à s'unir, à se solidariser, à s'organiser collectivement et à se battre pour le futur de toute l'humanité. Confiance du prolétariat en lui-même et dans le futur, voilà ce que s'échine à défaire en permanence la bourgeoisie et ses campagnes! Car au fond, c'est elle qui a le plus peur, peur de la fin de son monde et de ses privilèges.

Il est donc essentiel de ne pas se laisser faire, de se rappeler qui est réellement le prolétariat, ce qu'il est capable de réaliser par sa lutte historique:

"Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, des mouvements de minorités au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité".

"À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous" (*Manifeste Communiste*, 1848).

Il n'y a pas de combat plus noble et passionnant.

Claire/04.07.2015

(1) Ne pouvant analyser ici de façon exhaustive l'ensemble de ces causes, nous renvoyons nos lecteurs à trois articles fondamentaux de notre organisation disponibles sur notre site Web : La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme, Texte d'orientation, 2001 : La confiance et la solidarité dans la lutte du prolétariat, 1ère partie, et A l'aube du 21e siècle...pourquoi le prolétariat n'a pas encore renverse le capitalisme (I)

(2) dans "La confiance et la solidarité dans la lutte du prolétariat" (CCI, 2003).

(3) Lire notre article sur les attentats de la fin juin dans ce numéro.

(4) Lire notre article sur les dernières grèves en France

NAUFRAGES EN MÉDITERRANÉE

LE "CRIME CONTRE L'HUMANITÉ", C'EST LE CAPITALISME

Les 12 et 19 avril, deux embarcations de fortune surchargées de migrants fuyant la plus extrême des misères sombraient dans les profondeurs de la Méditerranée, emportant avec elles plus de 1.200 vies. Ces tragédies sont récurrentes depuis plusieurs décennies: dans les années 1990, le détroit de Gibraltar, cette forteresse ultra-sécurisée, était déjà le tombeau de nombreux migrants. Depuis 2000, 22.000 personnes ont disparu en tentant de gagner l'Europe par la mer. Et depuis le drame de Lampedusa en 2013, où périrent 500 personnes, cette migration et ses conséquences fatales connaissent un accroissement sans précédent. Avec près de 220.000 traversées et 3.500 morts, l'année 2014 a pulvérisé les "records" (*sic*!). En quatre mois, la mer a déjà emporté 1800 migrants depuis le 1er janvier 2015.

Une manifestation du capitalisme en décomposition

Ces dernières années, nous assistons à une sorte d'industrialisation de ce trafic d'êtres humains. Les témoignages sont parfois édifiants: camps de réfugiés, traversées de zones de conflits, pillages, bastonnades, viols, esclavage, etc. La brutalité et le cynisme des "passeurs" semblent n'avoir aucune limite. Et tout cela pour être accueillis en Europe dans des conditions indignes et, pour reprendre l'expression du chef de l'opération Triton censée "sauver" les migrants des flots, de "fardeau"!

Si des hommes sont prêts à endurer de telles épreuves, c'est que ce qu'ils fuient est pire encore. À l'origine de l'augmentation des flux migratoires, il y a les conditions d'existence insoutenables dans des régions de plus en plus nombreuses de la planète. Ces conditions ne sont pas nouvelles, mais elles s'aggravent à vue d'œil. La faim et la maladie frappent encore. Mais c'est surtout une société pourrissant sur pied que fuient ces milliers de personnes: la décomposition accélérée de l'Afrique et du Moyen-Orient, avec leurs conflits inextricables, leurs bandes armées maffieuses et fanatisées, l'insécurité permanente, le racket, le chômage de masse...

Les grandes puissances, poussées par la logique d'un capitalisme de plus en plus irrationnel et meurtrier à défendre leurs intérêts impérialistes par les moyens les plus sordides, ont une part de responsabilité majeure dans la situation épouvantable de nombreuses régions du monde. Le chaos libyen est à ce titre caricatural: les bombes occidentales ont remplacé un tyran par des milices désorganisées sans foi ni loi. Outre que cela illustre parfaitement l'unique perspective que le capitalisme est en mesure d'offrir à l'humanité, la dislocation du pays a favorisé l'implantation au grand jour de filières de "passeurs" sans scrupules et souvent liés à divers acteurs impérialistes: cliques maffieuses, djihadistes et même gouvernements autoproclamés en lutte les uns contre les autres qui relèvent souvent de la première ou de la seconde catégorie, voire d'un savant mélange des deux.

Avec la décadence, les grandes puissances se sont muées en forteresses anti-immigrés

À l'image des migrants traversant la Méditerranée, le déracinement est inscrit dans l'histoire de la classe ouvrière. Dès les origines du capitalisme, une partie de la population rurale issue du Moyen-Âge fut arrachée à la terre pour constituer la première main-d'œuvre manufacturière. Souvent victimes d'expropriations brutales, ces parias du système féodal, trop nombreux pour que le Capital naissant puisse tous les absorber, étaient déjà traités en criminels: *"La législation les traita en criminels volontaires; elle supposa qu'il dépendait de leur libre arbitre de continuer à travailler comme par le passé et comme s'il n'était survenu aucun changement dans leur condition"* (Karl Marx, *Le Capital*). Avec le développement du capitalisme, le besoin croissant de main-d'œuvre généra d'innombrables flux migratoires. Au XIXe siècle, alors que le capitalisme prospérait, des millions de migrants prirent le chemin de l'exode pour remplir les usines. Avec le déclin historique du système, qui débute avec la Première Guerre mondiale en 1914, les déplacements de populations n'ont jamais cessé et se sont même accrus. Guerres impérialistes, crises économiques ou catastrophes climatiques, nombreuses sont les raisons d'espérer échapper à l'enfer.

Et avec la crise permanente du système, les immigrés se heurtent désormais au fait que le Capital est incapable d'absorber significativement plus de force de travail. Les obstacles administratifs, policiers et judiciaires se sont ainsi peu à peu multipliés pour empêcher les migrants d'atteindre le territoire des États les plus développés: limitation de la durée des séjours, expulsions par charters ou reconductions massives, harcèlements juridiques, traque policière, patrouilles navales et aériennes aux frontières, camps de détention, etc. Ainsi, alors que les États-Unis à la recherche d'une main-d'œuvre nombreuse furent, avant la Première Guerre mondiale, le symbole d'une terre d'asile, le territoire américain est aujourd'hui à ce point verrouillé qu'une gigantesque et meurtrière muraille se dresse à la frontière mexicaine. L'Europe n'a bien entendu pas échappé à cette dynamique. Dès les années 1980, les très démocratiques États européens ont commencé à déployer une armada de navires de guerre dans la Méditerranée et n'ont pas hésité à collaborer étroitement avec feu le "Guide de la Révolution", Mouammar Kadhafi et ses estimables homologues, Sa Majesté le roi du Maroc et le Président à vie de l'Algérie, Abdelaziz Bouteflika, afin de repousser les migrants vers le désert, avec des méthodes d'une extrême cruauté. Tandis que la bourgeoisie abattait triomphalement le rideau de fer, d'autres "murs de la honte" s'érigeaient un peu partout aux frontières. L'hypocrisie de la liberté démocratique de circulation au sein de l'espace Schengen apparaît à ce titre explicitement. Quant à ceux qui réussissent finalement la traversée, c'est la traque, l'humiliation et des conditions de détention infâmes. En définitive, derrière leurs larmes de crocodiles, le cynisme des États n'a pas plus de limites que celui des "passeurs".



Que dissimule l'emballement médiatique autour des naufrages?

Les naufrages d'embarcations de fortune sont tristement courants depuis des décennies, des migrants sont incarcérés comme des criminels, réduits en esclavage ou assassinés quotidiennement. L'explosion du nombre de victimes en Méditerranée ne date pas non plus du mois dernier. Alors pourquoi un tel emballement médiatique, maintenant?

Cela répond à une logique d'intoxication idéologique qui mobilise l'ensemble des fractions de la bourgeoisie. En effet, parallèlement à la transformation des États en forteresses, s'est enracinée une idéologie anti-immigrés nauséabonde, cherchant à rendre responsables les "étrangers" des effets de la crise et à les présenter comme des hordes de délinquants troublant la tranquillité publique. Ces campagnes parfois hystériques sont d'une idiotie abyssale et visent à diviser le prolétariat en lui faisant prendre fait et cause pour les intérêts de la Nation, c'est-à-dire ceux de la classe dominante, sur la base d'un formatage pernicieux des esprits selon lequel la division de l'humanité en nations serait normale, naturelle et éternelle. D'ailleurs, l'hypocrisie du filtrage entre "bons" et "mauvais" immigrés répond entièrement à cette logique, sont jugés "bons" ceux qui peuvent être utiles à l'économie nationale, les autres seraient des nuisibles ou des fardeaux à écarter.

Mais, comme en témoignent les élans de solidarité des ouvriers d'Italie à l'endroit des migrants atteignant finalement les côtes siciliennes, de nombreux prolétaires s'indignent du sort que la bourgeoisie réserve aux immigrés. Et quoi de mieux pour encadrer et canaliser cette indignation dans des impasses que des experts patentés en la matière: la gauche de l'appareil politique bourgeois? À nouveau, les prétendus "amis du peuple" profitent de l'indignation généralisée pour jeter la classe ouvrière, pieds et poings liés, dans la gueule de l'État capitaliste. Les ONG, ces véritables éclaireurs impérialistes, n'ont ainsi pas eu de mots assez durs pour exiger plus de lois répressives et plus de "moyens" militaires aux États mêmes qui planifient depuis des années la tuerie, tout cela au nom des "Droits de l'Homme" et de la dignité humaine. Après le coup de la "guerre humanitaire" en Afrique, voici celui du "contrôle charitable des frontières"! Quelle infâme hypocrisie! En France, l'inénarrable organisation trotskiste Lutte ouvrière s'illustre ainsi à nouveau dans son article, "L'Europe capitaliste condamne à mort les migrants"(1): *"En réduisant le nombre et la portée des patrouilles, les dirigeants de l'UE ont fait le choix de laisser mourir ceux qui tenteraient la traversée. C'est de la non-assistance à personne en danger. Les dix-huit navires et les deux hélicoptères, qui ont été envoyés sur les lieux du drame mais après le naufrage, rajoutent à l'ignominie."* En un mot, ce parti bourgeois, prétendument marxiste, réclame lui-aussi plus de navires de guerre pour "sauver" les migrants. Ainsi, la bourgeoisie instrumentalise aussi l'hécatombe pour renforcer les moyens de répression contre les migrants avec l'augmentation et la sophistication des moyens de l'Agence Frontex chargée de coordonner le déploiement militaire aux frontières de l'Europe et les opérations anti-immigrés sur le territoire: flicage à grande échelle, fichage, rafles et charters; la bourgeoisie semble avoir tout organisé pour "porter assistance" aux migrants. Des frappes aériennes en Libye ont même été envisagées! Derrière cela, la bourgeoisie cherche aussi à renforcer davantage le climat anxiogène et menaçant qu'elle entretient soigneusement pour faciliter l'application des mesures répressives qui se multiplient partout dans le monde contre la classe ouvrière.

Truth Martini/05.05.2015

(1) Éditorial de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* no 2438, 24 avril 2015.

ATTENTATS À PARIS

À qui profite le crime ?

Les attentats sanglants et barbares qui se sont déroulés à Paris le mois dernier ont donné lieu à une indignation massive, à un dégoût et à un rejet généralisés. Tout cela s'est traduit par des rassemblements gigantesques dans toutes les grandes villes de France et dans de nombreuses grandes métropoles du monde. Des millions de personnes, des centaines de milliers de prolétaires ont voulu se retrouver pour exprimer ensemble le refus total de ces actes terroristes barbares. La solidarité avait pris spontanément possession des rues et des places. Mais cette saine et nécessaire réaction s'est immédiatement confrontée aux appels patriotiques à "l'union nationale" et à "l'union sacrée" de la part de la quasi-totalité de la bourgeoisie française. Une bourgeoisie profitant honteusement de l'émotion qui s'est emparée des populations en état de choc. À entendre tous les politiciens et les médias, la France venait "d'entrer en guerre". L'État seul pouvait nous protéger; il en allait de la "sécurité des Français", de la défense de la "démocratie" et de "la liberté d'expression". Et ce poison idéologique a été encore plus largement inoculé au Danemark après les récents attentats de Copenhague. La peur et l'angoisse savamment distillées à longueur de journée par tous les médias se devaient d'investir le cerveau de chaque prolétaire terrifié pour que l'État se fasse mieux passer pour un père de famille proposant au "bon peuple" son ombre bienveillante et protectrice.

Au-delà de ces apparences mystificatrices, des questions doivent se poser au prolétariat. A qui profitent vraiment les crimes odieux perpétrés contre les journalistes de *Charlie-hebdo* et les clients de la boucherie cachère? Que signifient les propos doucereux du gouvernement? Qu'est ce qui se cache derrière l'intense propagande médiatique sur le fameux "après-7 janvier", qui n'est pas sans évoquer "l'après-11 septembre 2001"? Les vérités cachées derrière les discours bourgeois doivent apparaître. Le prolétariat ne peut prendre naïvement pour argent-comptant tout ce que lui raconte l'État sous peine de le payer chèrement dans l'avenir.

Les derniers attentats à Paris, un prétexte idéal pour renforcer la militarisation de la société

La bourgeoisie française, dès les attentats commis, a affiché son unité. La guerre que ses différentes fractions et cliques concurrentes se livrent habituellement a soudain disparu comme par enchantement. Au nom de la défense de la "patrie attaquée", du "peuple français en danger", la "nation française" devait "faire bloc face à la menace terroriste". Paré d'un humanisme de façade, faisant assaut d'hypocrisie et de mensonges, le loup impérialiste trouvait là un alibi démocratique en or à exploiter sans tarder pour justifier un engagement guerrier plus marqué dans le monde, afin que la France puisse "tenir son rang". Sans attendre, le navire de guerre Charles-de-Gaulle devait partir aux avant-postes de cette nouvelle croisade. Disparu le rôle actif et militaire que joue l'impérialisme français dans nombre de guerres qui ensanglantent la planète et qu'il fallait s'efforcer de masquer par le passé en le drapant d'une justification "humanitaire"! Effacé le rôle joué par la bourgeoisie française et son armée dans le génocide du Rwanda du temps d'un autre président socialiste dénommé Mitterrand. Tombées dans l'oubli, les déclarations de ce dernier selon lesquelles un génocide d'un million de morts dans ce pays-là n'est pas bien grave! La barbarie extrême semble se donner tous les droits: celui de faire la guerre et de restreindre les prétendues "libertés". Après les attentats, la bourgeoisie a donc enfilé sans complexe le costume de gardienne de l'ordre et de la sécurité. Face à une folie meurtrière irrationnelle, la barbarie ordinaire des États démocratiques doit être présentée comme "normale". En serviteurs zélés, les médias, les écrans TV envahis d'images nauséabondes pouvaient alors exhiber un déploiement massif des forces de l'ordre sur le pied de guerre. Des milliers de policiers, gendarmes et militaires peuvent désormais quadriller tous les espaces publics. Et cela prétendument pour notre plus grand bien! Une partie de la droite française avançait alors, sans retenue aucune, la nécessité de mettre en place un *Patriot Act* à la française. Ce que la gauche et le gouvernement se dépêchaient hypocritement de "rejeter" afin de mieux préparer activement des mesures qui y ressemblent comme deux gouttes d'eau. En effet, en matière de réponse idéologique et répressive, la similitude est très grande entre la politique appelée *Patriot Act* aux États-Unis et celle adoptée en France au cours du dernier mois. C'est d'ailleurs cette politique sécuritaire que le socialiste Hollande s'apprête à défendre comme fer de lance au sein d'une Union européenne déjà conquise et forcément séduite.

Il faut se rappeler comment le *Patriot Act* est apparu! C'est le 11 septembre 2001 que deux avions percutent de plein fouet les tours jumelles à New York. Deux autres avions s'écrasent à Washington et en Pennsylvanie. Le bilan est terrifiant: plus de 3.000 personnes sont tuées. Le doute persiste sur l'ampleur de la complicité de l'État américain dans ces attentats. Mais une chose est certaine, comme en France immédiatement après ceux-ci, l'appareil politique américain et ses médias ont été réquisitionnés afin de mobiliser la population derrière la mise en place d'un état de guerre sur le sol américain. Les visées impérialistes des États-Unis n'étaient pas absentes de ce calcul cynique et de l'orchestration de cette psychose de guerre. Pour la bourgeoisie américaine, il fallait profiter de ce dramatique événement pour effacer le "syndrome de la guerre du Vietnam", justifier son intervention en Irak, au prix de mensonges grossiers, et préparer son entrée en Afghanistan. Tout attentat terroriste d'envergure sur son sol national est **toujours utilisé** par la bourgeoisie pour ses menées bellicistes guerrières. Non seulement toutes les mesures antiterroristes des États sont impuissantes à endiguer la montée du terrorisme mais elles font partie de l'escalade de la terreur. Elles alimentent en plus le climat de suspicion envers les autres en générant des divisions au sein des populations. La France n'échappe pas à cette règle. Si le terrorisme est de fait une arme de guerre de la bourgeoisie de n'importe quel pays et quelle que soit sa religion, il n'en est pas moins également une arme idéologique précieuse de celle-ci contre la classe ouvrière. C'est ainsi que la "croisade du bien contre le mal" lancée à l'époque par l'administration Bush lui a permis de mettre en place ce fameux *Patriot Act*, sans même avoir besoin de passer par le législateur. Il est alors devenu "normal" de surveiller les mails, le courrier, le téléphone de tout un chacun et de pouvoir entrer sans vergogne dans n'importe quel appartement, y compris pendant l'absence des occupants des lieux. Une fouille des gens allant au travail peut se faire sans explication. Quant à la police, elle s'est vue dotée d'une immunité presque totale. Les "assassinats" de plus en plus fréquents perpétrés par la police, notamment envers des Noirs, et ne donnant en général lieu à aucune poursuite judiciaire, en sont des manifestations concrètes. De fait, ce qui avait été présenté à ce moment-là comme des mesures ponctuelles et exceptionnelles est devenu permanent. Comme en Grande-Bretagne ou ce même prétexte a permis de justifier la mise sous surveillance par des caméras innombrables dans pratiquement toutes les rues et le métro des villes de ce pays. En démocratie, les lois d'exception sont devenues la norme.

Bien sûr, en France le prolétariat a une expérience toute autre qu'aux États-Unis. La Commune de Paris en 1871, Mai 1968 ne sont pas totalement effacés de la mémoire de la classe ouvrière. La bourgeoisie française le sait pertinemment et c'est pour cela qu'elle est malgré tout plus prudente. Elle avance davantage masquée que son homologue américain. Mais cela ne l'a pas empêchée deux semaines après les attentats à Paris, par l'entremise du Premier ministre Valls, de dévoiler toute une série de mesures soutenues par toute la bourgeoisie européenne et que même les dirigeants américains n'auraient pas désavouée. Ce même ministre qui a déclaré que devant *"le défi redoutable auquel la France est confrontée, il s'imposait de prendre des mesures exceptionnelles"*, dont on connaît en réalité la... pérennité. Le fardeau financier s'élèvera à 700 millions d'euros compensé par des coupes claires dans les dépenses publiques, déjà mises en mode de restriction avancée. Par contre, l'armée ne connaîtra pas les coupes budgétaires initialement prévues. Et les forces de gendarmerie et de police se verront renforcées massivement en hommes et en matériel. Des flics et des soldats surarmés vont ainsi patrouiller un peu partout et pas seulement devant les lieux "sensibles". Le prolétariat ne doit pas être naïf. Un État qui montre ainsi sa force, c'est une forme directe d'intimidation. C'est un avertissement donné aux ouvriers. Il s'agit là de pouvoir surveiller et réprimer "en toute légalité républicaine", non seulement tout ce qui dérange et n'est pas dans la norme, mais surtout de s'armer contre le prolétariat et ses luttes qu'il faudra criminaliser. Les lois du *Patriot Act* hantent de fait toutes les démocraties bourgeoises. Pour preuve, en France, même les enfants dès sept ou huit ans à l'école primaire n'échappent pas à une surveillance aussi étroite que possible. Et gare aux enseignants qui ne se plieraient pas à cette sale besogne et autre délation! Au nom de la laïcité, le gouvernement veut que les enfants reçoivent à l'école un enseignement dit "civique" renforcé afin d'en faire des adorateurs de l'État totalement conditionnés et soumis. Et qui n'est de fait qu'un dressage aux règles et aux valeurs bourgeoises, ce masque mystificateur sous lequel se cache la dictature capitaliste de cette classe exploiteuse. Si le retour au service militaire n'est plus envisageable pour la bourgeoisie, gageons qu'un service civique renforcé sera bientôt adopté dans une belle unanimité.

Des lois répressives bien connues contre le prolétariat

La classe dominante, au-delà de ses propres divisions internes, a depuis toujours parfaitement compris quel était son fossoyeur. L'histoire de cette classe se confond avec les moyens qu'elle s'est systématiquement donnée pour faire face à son seul véritable ennemi: le prolétariat. En période révolutionnaire, l'État capitaliste ne s'embarrasse d'aucune légalité pour massacrer le prolétariat en lutte. Les cosaques pendant la révolution en Russie en 1917 ou les corps-francs en 1919 dans l'Allemagne sociale-démocrate en sont de sinistres exemples. Mais lorsque la classe ouvrière ne menace pas directement le pouvoir de la bourgeoisie, celle-ci se doit de cacher sa véritable nature exploiteuse derrière tout un fatras de mensonges idéologiques, derrière un paravent démocratique sophistiqué. Il y a maintenant près de 150 ans, au temps où les partis socialistes étaient de véritables organisations révolutionnaires, le chancelier de l'Empire allemand, Monsieur Bismarck, celui-là même qui avait aidé le très républicain chien sanglant Monsieur Thiers à massacrer la Commune de Paris, promulguait ses lois antisocialistes. La loi interdisait les organisations socialistes et sociales-démocrates, ainsi que toutes leurs activités au sein de l'Empire allemand. Cette loi répressive était accompagnée du renforcement de la présence militaire et policière au sein de toutes les grandes villes allemandes. Mais cette politique du "Talon de Fer" n'est pas l'apanage de cet Empire. En 1893-1894, dans la très démocratique Troisième République française, des lois entrées dans l'histoire sous le nom de "lois scélérates" furent adoptées. Elles visaient, sous couvert de lutter contre les malfaiteurs, directement les groupes anarchistes et menaçaient en même temps ouvertement toutes les organisations ouvrières. Être ne serait-ce que soupçonné d'avoir des sympathies pour l'anarchisme ou le combat ouvrier devenait un crime. Ces lois encourageaient également, comme aujourd'hui, la délation. En 1894, de retour de Carmaux où il avait soutenu la grève des mineurs qui avait donné lieu à une violente répression de la gendarmerie et de l'armée, Jaurès à la Chambre des députés s'élevait contre ces lois scélérates: *"C'est ainsi que vous êtes obligés de recruter dans le crime de quoi surveiller le crime, dans la misère de quoi surveiller la misère et dans l'anarchie de quoi surveiller l'anarchie."* Les véritables scélérats se trouvaient à Paris, au sein même de ceux qui promulguaient ces lois. A Carmaux, un certain Tornade, actif lors des grèves de 1892, avait proposé aux mineurs en grève des fonds venant de Paris pour acheter de la dynamite et ouvrir ainsi directement la voie à la répression, justifiée immédiatement au nom de la "lutte contre le terrorisme". Jaurès avait bien raison de dénoncer que c'était la lutte du mouvement ouvrier et la parole ouvrière qui étaient en réalité visées.

De ce point de vue, la "liberté d'expression" ou "de la presse", tant vantée aujourd'hui après les attentats, n'a toujours été qu'une illusion savamment entretenue par la classe dominante. Non seulement parce que les médias et les discours officiels sont l'émanation et la propriété du capital, mais parce qu'ils font d'emblée pour cela allégeance à l'État bourgeois sans qu'il soit nécessaire pour ce dernier de les "téléguider" ou de dicter systématiquement le contenu de leur propagande (1). Le népotisme et le clientélisme connu chez bon nombre de journalistes, la collusion des médias avec les dirigeants politiques ne sont donc que des conséquences purement anecdotiques et non la cause de leur docilité. Toute réelle opposition critiquant et remettant en cause l'État capitaliste ne peut avoir sa place, ni être acceptée ou diffusée largement par les médias. La "liberté d'expression" se résume en réalité aux seules paroles soumises à l'État, aux lois et aux valeurs du capital.

La bourgeoisie est la classe dominante la plus machiavélique de l'histoire

La classe ouvrière en France comme au niveau international est dans une difficulté profonde. Mais le prolétariat est loin d'avoir rendu les armes. Dans une situation où la crise économique ne peut que continuer à s'aggraver et la dégradation des conditions de vie se poursuivre, la bourgeoisie sait pertinemment que viendra un temps où elle aura affaire à des luttes ouvrières d'ampleur. Plus elle s'y prépare et mieux elle se porte! La classe dominante connaît depuis toujours le danger que représentent pour elle et son système le prolétariat révolutionnaire et ses organisations d'avant-garde. Sa conscience de ce danger, son unité face à lui et son machiavélisme n'ont pas de limite. Machiavel qui vivait à l'époque de la Renaissance a été dans ce domaine un précurseur éclairé de la bourgeoisie. Il déclarait que: *"Le mensonge et la tromperie sont des moyens de gouverner que tout 'Prince doit savoir manier avec un maximum d'efficacité."* En un mot, les moyens utilisés sont définis par le but à atteindre. Il n'y a aucun principe moral à respecter et la bourgeoisie actuelle a porté cette méthode de gouvernement à des sommets encore jamais atteints dans l'histoire. Le mensonge, la terreur, la coercition, le chantage, la "bouc-émissarisation", le pogromisme, le complot et l'assassinat sont des moyens usuels de la gouvernance capitaliste. L'assassinat des révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en 1919 par la soldatesque aux ordres du gouvernement social-démocrate d'Ebert en Allemagne en est une expression des plus symboliques. Comme l'assassinat de Jaurès en juillet 1914 préparé par toute une campagne haineuse, patriotarde de la très démocratique république française, ne parlant que d'union sacrée et allant se vautrer dans la fange de la première boucherie mondiale. Le machiavélisme de la bourgeoisie n'est pas une perversion de la démocratie, c'est le produit de sa nature de classe capitaliste et dominante, la plus intelligente de l'histoire. Pearl Harbor est un exemple terrifiant de ce machiavélisme de la bourgeoisie. En 1941, les États-Unis sont pressés d'entrer en guerre contre le Japon et l'Allemagne. Pour le justifier, étant au courant de l'imminente attaque de l'aviation japonaise sur la base militaire de Pearl Harbour, l'État américain n'hésitera pas un seul instant à sacrifier sa flotte du Pacifique et des milliers de soldats volontairement désarmés et stationnés. Dans ce domaine, les exemples sont légions. Le renforcement du contrôle et de la surveillance policière, l'escalade dans le durcissement de l'arsenal répressif annoncés par le gouvernement du président Hollande ne sont qu'une des expressions de ce machiavélisme de la bourgeoisie. La volonté affichée de protéger la population française, les "citoyens", n'est que de la poudre aux yeux, un simple alibi. La bourgeoisie face à la défense de ses intérêts capitalistes a toujours affiché un mépris total pour la vie humaine. La militarisation de la société est le renforcement direct du pouvoir totalitaire du capitalisme d'État. La démocratie n'est donc que le masque idéologique de la dictature du capital. Un masque hypocrite terriblement efficace de l'exploitation et de la terreur d'État qui détient à lui tout seul le monopole de la violence. Une violence étatique qui doit faire régner l'ordre public pour garantir l'exploitation sauvage du capitalisme. Un état de fait générant les brimades, les humiliations quotidiennes au travail, le chômage de masse et une paupérisation grandissante. Bref, une violence inouïe, face à laquelle il serait interdit de se révolter et qu'il faudrait accepter sans broncher, en "bon citoyen"! Ne pas s'en rendre compte, croire dans la bonne volonté de l'État et dans l'humanitarisme de cette classe exploiteuse, ce serait se laisser désarmer politiquement. Les mesures de Valls et autre Hollande aujourd'hui, comme celles qui seront déployées ailleurs, préparent très sérieusement et activement la répression. Seul le prolétariat révolutionnaire en lutte pourra tenter de paralyser le terrible bras armé de la bourgeoisie et celui de ses États en affirmant sa perspective communiste.

Cyril/10.02.2015

(1) Ceci étant, le capitalisme d'État conduit souvent à contrôler et verrouiller totalement l'information dès que nécessaire, en particulier en temps de guerre. Il suffit de se rappeler de la première Guerre du Golfe où les médias étaient de simples toutous suivant docilement les opérations militaires et amplifiant le matraquage idéologique de l'état-major américain (lire notre brochure sur ce thème).

(suite de la page 8)

LE XXIE CONGRÈS DE RI

pogromiste et djihadiste du "GIGC" est donc grandement exagérée.

La réappropriation de la méthode marxiste dans l'analyse de la lutte de classe

La session du Congrès consacrée à l'analyse du rapport de forces entre les classes s'est donnée comme objectif de comprendre les causes profondes du calme social depuis le mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010 et les erreurs d'analyses de la section en France. Ces erreurs se sont reflétées dans certains articles de notre presse que nous avons dû passer au crible de la critique. En réalité, la crise organisationnelle était déjà potentiellement contenue dans la perte de la boussole de la méthode du marxisme, la perte de nos acquis théoriques pour analyser la dynamique de la lutte de classe. L'impatience, l'immédiatisme et la perte de vue de la fonction de l'organisation se sont manifestés par des tendances activistes dans l'intervention dans les luttes immédiates au détriment des discussions approfondies sur les mouvements sociaux. Le Congrès a mis en évidence que le mouvement de l'automne 2010 contre la réforme des retraites était en réalité une manœuvre de la bourgeoisie qui a su remettre en selle ses syndicats pour infliger une défaite cuisante à la classe ouvrière et faire passer ses attaques économiques.

Le calme social depuis plus de quatre ans révèle que le prolétariat en France n'a pas encore digéré cette défaite. Pour comprendre cette manœuvre de la bourgeoisie et l'ampleur de la défaite de 2010, le Congrès a mis en évidence que notre impatience nous a fait oublier le b.a.ba du marxisme: tant que ne s'est pas encore ouverte une période révolutionnaire, une situation de "double pouvoir", c'est toujours la classe dominante qui est à l'offensive, la classe exploitée ne pouvant que développer des luttes défensives, de résistance aux attaques qu'elle subit. Pour comprendre comment la bourgeoisie a pu mener des attaques économiques, politiques et idéologiques contre la classe ouvrière en France, le Congrès de RI a dû prendre du recul sur les événements immédiats et réexaminer la dynamique de la lutte de classe depuis le "tournant" de 2003 en la resituant dans le cadre historique et international déterminé par l'effondrement du bloc de l'Est et des campagnes idéologiques sur la "faillite du communisme", la "fin de la lutte de classe" et la "disparition du prolétariat" comme seule force sociale capable de changer le monde.

Ce "tournant" de 2003, marqué par la recherche de la solidarité dans la lutte et entre les générations, avait révélé que la classe ouvrière en France comme à l'échelle internationale était en train de retrouver le chemin de la lutte après le coup de massue et le profond recul qu'elle a subis avec l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes soi-disant "communistes". Ainsi, en 2006, la lutte des étudiants contre le CPE, qui a surpris la bourgeoisie, menaçait de s'étendre aux autres générations et aux salariés actifs, obligeant de ce fait la bourgeoisie à retirer son projet à cause des risques réels de développement d'une solidarité plus affirmée et du risque de contagion à l'ensemble des salariés. C'est pour cela que dès 2007, la bourgeoisie est passée à la contre-offensive, elle ne pouvait tolérer cette défaite et se devait d'essayer d'en effacer toute trace: l'attaque des régimes spéciaux a en effet été orchestrée pour tenter de s'attaquer spécifiquement à cette dynamique de solidarité en cours au sein de la classe ouvrière.

Les débats du Congrès ont également mis en évidence que la section en France a été victime de la campagne des médias bourgeois sur la "crise financière" de 2008 destinée à semer un "vent de panique" dans l'ensemble de la société et notamment au sein de la classe ouvrière afin de lui faire accepter les sacrifices en lui faisant croire qu'il s'agit d'une crise du "système financier" (qu'on peut assainir par des réformes) et non pas une nouvelle secousse de la faillite historique d'un système mondial basé sur la production de marchandises et sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires.

Ce "vent de panique" qui a touché également le CCI et particulièrement sa section en France a nécessité que le Congrès remette les pendules à l'heure, notamment en se réappropriant notre analyse sur le "machiavélisme" de la bourgeoisie, sa capacité à utiliser ses médias aux ordres comme moyen d'intoxication idéologique destiné à obscurcir la conscience des masses exploitées. La conscience étant la principale arme du prolétariat pour le renversement du capitalisme et l'édification d'une nouvelle société, il est normal que la classe dominante cherche en permanence à désarmer son ennemi mortel par des campagnes idéologiques et médiatiques.

Le Congrès a fait le constat que la désorientation de la section en France, et ses tendances activistes dans les luttes immédiates au détriment de notre activité sur le long terme comportait le danger d'entraîner l'organisation dans de dangereuses aventures en particulier en tombant dans le piège de l'"ouvriérisme" et du "gauchisme radical". Comme nous l'avions souvent mis en évidence, l'immédiatisme est la voie royale vers l'opportunisme et le révisionnisme, vers l'abandon des principes prolétariens.

Le Congrès a souligné que la perte de vue de la méthode et des acquis du marxisme dans l'analyse de la lutte de classe est liée à une sous-estimation:

– de la nécessité pour les organisations révolutionnaires d'étudier le fonctionnement du capitalisme et la vie politique de la classe dominante;

– des difficultés du prolétariat à retrouver son identité de classe révolutionnaire dans le contexte historique ouvert par l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes staliniens;

– de la capacité de la bourgeoisie à garder le contrôle de la situation aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique malgré la décomposition sociale de son système.

La Résolution sur la situation sociale en France, adoptée par le Congrès, ne pouvait intégrer et développer toutes les questions abordées dans les débats qui devront se poursuivre dans l'organisation (en particulier celle du renforcement des mesures de capitalisme d'État qui ne concerne pas seulement la situation en France).

Le combat pour la défense de l'organisation révolutionnaire

Le rapport présenté au Congrès sur la question de la défense de l'organisation visait à synthétiser l'expérience du CCI et de sa section en France face aux méthodes de destruction de l'organisation qui avaient été identifiées par notre camarade MC, membre fondateur du CCI, notamment lors de la crise de 1981 et qui a nécessité une opération de récupération de notre matériel volé par la "tendance Chénier" (machines à écrire, ronéo, etc.). Face aux tergiversations et aux résistances petites-bourgeoises qui existaient à l'époque dans RI (et notamment dans la section de Paris), c'est sur l'organe central de la section en France que MC a dû s'appuyer pour que l'organisation puisse récupérer son matériel et par la suite dénoncer publiquement les mœurs de voyou de cette prétendue "tendance" (avec un communiqué sur l'exclusion de Chénier afin de mettre en garde et protéger les autres groupes du milieu politique prolétarien contre les agissements de cet élément trouble).

L'organisation révolutionnaire étant **un corps étranger à la société bourgeoise**, Marx disait du prolétariat: "*c'est une classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile, c'est un ordre qui est la dissolution de tous les ordres*". Il voulait dire par là que le prolétaire ne peut jamais réellement trouver sa place dans la société bourgeoise. Le prolétariat et la bourgeoisie sont deux classes antagoniques. C'est pourquoi, comme organisation du prolétariat, il n'était pas question, évidemment, d'aller porter plainte au commissariat de police (qui nous aurait ri au nez!). Ce matériel volé n'était pas la propriété privée d'un individu mais appartenait à un groupe politique et avait été acheté avec l'argent des cotisations des militants. C'était donc un devoir, basé sur un principe moral prolétarien, de le récupérer afin de ne pas tolérer les mœurs de gangsters et de la voyoucratie au sein d'une organisation communiste.

Les débats du Congrès se sont développés essentiellement autour d'une question centrale: pourquoi l'organisation révolutionnaire est-elle un corps étranger à la société bourgeoise ? Les militants qui s'engagent dans une organisation communiste doivent assumer leur engagement en rompant radicalement avec les mœurs de la société bourgeoise et de toutes ses couches sociales sans devenir historique (notamment la petite-bourgeoisie et le lumpen). C'est justement parce que l'organisation révolutionnaire, bien que vivant au sein du capitalisme, est un corps étranger à ce système que la classe dominante et ses serviteurs les plus zélés cherchent en permanence à la détruire. C'est aussi pour cela que les organisations communistes sont toujours mises sous surveillance par les services spécialisés de l'État capitaliste pour leurs idées "extrémistes" (y compris évidemment par les patrouilles de décryptage informatique). Et dès qu'elle le peut, la classe dominante ou certains de ses secteurs (qui ne sont pas forcément liés directement à l'appareil d'État et aux services de police officiels) cherchent aussi à les infiltrer, comme l'a révélé toute l'histoire du mouvement ouvrier. Seuls les opportunistes et les conciliateurs de tout bord (qui vénèrent la démocratie bourgeoise comme les enfants de chœur vénèrent le bon Dieu) s'imaginent que, sous prétexte que nos idées sont très minoritaires dans la société et n'ont aucune influence dans les masses exploitées, l'appareil de répression de l'État bourgeois se moque royalement de cette petite "secte" d'illuminés qui "voient des ennemis partout" avec sa "théorie du complot".

Les débats du Congrès ont mis en évidence que, pour continuer à défendre ce corps étranger au capitalisme qu'est l'organisation révolutionnaire, celle-ci doit lutter contre le localisme et faire vivre son unité internationale face aux attaques visant soit à la détruire, soit à constituer un "cordon sanitaire" autour d'elle pour empêcher que de nouveaux éléments à la recherche d'une perspective de classe puissent s'en approcher.

Nous savons que les campagnes de calomnie contre le CCI ne vont pas cesser, même si elles peuvent momentanément être mises en sourdine. Ce sont les méthodes classiques de la classe dominante contre le mouvement révolutionnaire depuis que Marx a mis en évidence que le prolétariat est le fossoyeur du capitalisme. Depuis les calomnies de Herr Vogt (un agent de Napoléon III) contre Marx jusqu'aux appels au pogrom contre les spartakistes qui ont culminé dans l'assassinat lâche et bestial de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, l'histoire a démontré que la répression des organisations révolutionnaires a toujours été préparée par la calomnie. La haine que suscite le CCI (dans un petit milieu philistin animé par une "amicale d'anciens combattants du CCI" recyclés), c'est la haine de la bourgeoisie pour le mouvement révolutionnaire du prolétariat, celle des Thiers, Mac Mahon et Galliffet face à la Commune de Paris, celles des Noske, Ebert et Scheidemann face à la menace d'extension de la Révolution russe en Allemagne.

Face au déchaînement d'une mentalité pogromiste contre l'organisation, le XXIe Congrès de RI a dégagé une orientation claire de défense de l'organisation dans le cadre de la dimension "intellectuelle et morale" de la lutte du prolétariat.

"*La classe ouvrière seule, comme l'a dit Engels, a conservé le sens et l'intérêt de la théorie. La soif de savoir qui tient la classe ouvrière est l'un des phénomènes intellectuels les plus importants du temps présent. Au point de vue moral, la lutte ouvrière renouvellera la culture de la société*" (Rosa Luxemburg, "Arrêt et progrès du marxisme", 1903).

Révolution internationale

(1) Voir notre article "Conférence internationale extraordinaire du CCI: la "*nouvelle*" de notre disparition est grandement exagérée !", *Revue internationale* no 153, et sur notre site web.

(2) "La question du fonctionnement de l'organisation dans le CCI", *Revue internationale* no 109, développe amplement notre analyse de la question des clans et du clanisme.



A lire sur notre site Internet :

fr.internationalism.org



CCI en ligne

- ICConline - septembre 2014
- La falsification de l'histoire dans les programmes scolaires
- Manifestations "pro-Gaza": la bourgeoisie canalise l'indignation ouvrière vers l'impasse du nationalisme
- ICConline - octobre 2014
- 150e anniversaire de l'AIT: un combat plus que jamais actuel!
- Compte rendu de lecture: Paul Frölich, Impérialisme, guerre et lutte de classes en Allemagne (1914-1918)
- Une dénonciation des dégâts du capitalisme sur la santé des travailleurs (courrier de lecteurs)
- ICConline - novembre 2014
- Conflit des pilotes à Air France: direction, gouvernement et syndicats, tous complices pour dénaturer la lutte!
- ICConline - décembre 2014
- L'internationalisme prolétarien, seul antidote au poison nationaliste (courrier de lecteur)
- Massacre d'étudiants au Mexique: le vrai visage du capitalisme pourrissant
- ICConline - janvier 2015
- Conférence-débat à Marseille sur la Gauche communiste: le Docteur Bourrinet, un faussaire qui se prétend historien
- Résolution sur la situation sociale en France (XXIe Congrès de RI)
- ICConline - février 2015
- 1905 : la révolution éclatait en Russie
- Attentats à Paris: à qui profite le crime ?
- Le GIGC répand ses immondices sur la section du CCI au Mexique
- Les anarchistes et la guerre impérialiste

Ukraine, une escalade guerrière typique de la période de décomposition

"(…) Au début de la Première Guerre mondiale, bien que de rares mouvements anti-guerre existaient déjà, il fallut plusieurs années de destructions et de carnages, jusqu'en 1917, pour qu'un changement qualitatif se produise dans la classe ouvrière, un changement qui a contraint la classe dominante à stopper la guerre. Les conditions sont très différentes aujourd'hui en Ukraine, en cela que la guerre n'entraîne pas de mobilisation de masse et que le rôle des grandes puissances est plus indirect et masqué. Le danger d'un enlisement dans une sorte de banalisation quotidienne des affrontements existe, une guerre qui gronde et qui s'enlise, typique des zones les plus caricaturalement touchées par la décomposition.

Cette situation est tout aussi dangereuse pour la classe ouvrière. Dans cette zone stratégique-clé entre l'Europe et l'Asie, avec la participation directe des forces russes et de l'OTAN, même si ces derniers ne sont pas réellement unies, l'enfoncement dans la décomposition s'illustre parfaitement.

Cela va probablement démoraliser la classe ouvrière des pays centraux, tout comme la répression du "Printemps arabe", avec la complicité notoire des grandes puissances, fut un facteur de démoralisation et ouvrit un boulevard à la "gauche" nationaliste (voir les exemples de la Grèce et de l'Espagne). Ce facteur de démoralisation pourrait faciliter l'ouverture d'une guerre plus large. (…)

Mais nous devons aussi garder à l'esprit qu'un très petit nombre de véritables révolutionnaires, internationalistes, a su défendre la cause de la classe ouvrière avant et pendant la Première Guerre mondiale, au moment où un grand nombre d'ouvriers étaient mobilisés pour s'entretuer.

Aujourd'hui encore, nous devons débattre, nous rassembler, dénoncer la guerre et mettre en évidence la responsabilité des ouvriers de l'Ouest, maintenir nos analyses dans l'esprit de Zimmerwald et de Kienthal et nous dresser comme un phare face à la décomposition capitaliste et contre la guerre impérialiste."

abonnements

Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Air Mai Monde
INTERNATIONALISME (4 N°)			
6	15	10	15
REVUE INTERNATIONALE (3 N°)			
13.5	25	13.5	15

Tous les prix en euros

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 0,90 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,0 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
+ 8,5
Anciens numéros : 0,50
Egalement disponible en format PDF par e-mail (=prix abon. Belgique)

Contactez directement la section en question
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI
Abonnements par versement au compte BE44 0003 3519 7745
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE

Anvers
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt
Bruxelles
•"Aden" avenue Bréart 44
•"Aurora" J.Voldersstraat
Gand
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
•"International Press Store" Rooigemlaan 501
•"WALRY" Zwijnaardsesteenweg 6
Liège
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Entre-Temps" rue Pierreuse 19
•"Livre aux Tresors"
Place Xavier-Neujean 27A

soutenez-nous

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.
Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Souscrire à la presse du CCI, c'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques. Vos contributions sont les bienvenues au compte de BE44 0003 3519 7745 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Intervention cercle de discussion Spartacus à Anv. (11.03.2014)	1,00
Vente militante université à Liège. (04.2014)	0,25
G à A (03.10.14)	10,00
G à A (01.11.14)	10,00
Vente militante manifestation syndicale à Bruxelles(11.14)	3,20
Réunion publique à Anv.(08.11.14)	45,00
G à A (02.12.14)	10,00
G à A.(02.01.15)	10,00
Réunion publique à Anv.(10.01.15)	40,00
G à A.(01.02.15)	10,00
G à A.(01.03.15)	10,00
TOTAL Septembre 2014- Février 2015	149,45

nouveau



Revue Internationale

Éditorial

Naissance de la démocratie totalitaire

La propagande pendant la Première Guerre mondiale

Première Guerre mondiale, Conférence de Zimmerwald

Les courants centristes dans les organisations politiques du prolétariat

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud

De la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1970

155
3 Euro

Consulte notre site-web pour plus d'info ou contacte-nous par mail

RÉUNIONS PUBLIQUES

Une prochaine réunion publique est prévue au printemps

Elles ont toujours lieu un samedi de 14h00 à 18h00

Veuillez nous contacter. pour le lieu exact, ou consulter notre site-web pour plus d'info

Ou par e-mail: belgium@internationalism.org ;

Ou par lettre: BP 94, 2600 Berchem

Les attentats de Paris: un pas de plus dans la décomposition du capitalisme

Réunion publique : Samedi, Mars 21, 2015 - 16:00 - 19:00

Adresse:
Le Café Citoyen, 7 place du Vieux marché aux chevaux, Lille (Métro République Beaux Arts)

Les attentats qs dans la décomposition au cœur même des grandes concentrations ouvrières interpelle le prolétariat, sa responsabilité historique afin de détruire ce système qui entraine l'humanité dans la barbarie

PUBLICATIONS DU CCI - ADRESSES DE CONTACT

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

Accion Proletaria (Espagne)
Ecrire à l'adresse en France ou e-mail espagna@internationalism.org.
Communist Internationalist
(en langue Hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00 Haryana, INDIA
Dünya Devrimi (Turquie)
Ecrire à l'adresse en Suisse ou e-mail turkiye@internationalism.org
Internacionalismo (Vénézuela, Pérou, Ecuador)
Ecrire à l'adresse en France ou e-mail venezuela@internationalism.org.
Internationalism
PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209, USA
Internationalisme
BP 94, 2600 Anvers, Belgique
Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, SUEDE
Internasyonalismo, (Philippines)
Ecrire à l'adresse en Inde ou e-mail Philippines@internationalism.org
Revolucion Mundial
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexico
Revolution Internationale
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108
75018 Paris, France
Revolução Internacional (Brésil)
Ecrire à : brasil@internationalism.org
Rivoluzione Internazionale
CP 469, 80100 Napoli, Italie
Wereldrevolutie
Ecrire à l'adresse en Belgique ou e-mail nederland@internationalism.org.
Weltrevolution
Allemagne: Ecrire à l'adresse en Suisse
Weltrevolution
Postfach 2216,
CH-8026 Zürich, Suisse
World Revolution
BM Box 869, London WC1N 3XX,
GRANDE-BRETAGNE
World Revolution (Australie)
Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne, ou: oz@internationalism.org

BROCHURES - LIVRES

Les publications peuvent être obtenues à nos activités publiques, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte BE44 0003 3519 7745 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem (+2 euros pour les frais d'envoi)

- Plate-forme et Manifeste € 2,50
- La décadence du capitalisme € 3,25
- Les syndicats contre la classe ouvrière € 2,50
- Nation ou classe € 3,00
- Organisation communiste et conscience de classe € 4,00
- La Gauche communiste d'Italie € 8,00
- La Gauche communiste Hollandaise - Allemande € 12,00
- La Gauche communiste Britannique (Ang) € 7,00
- La Gauche communiste de France € 4,00
- La Gauche communiste de Russie (Ang) € 10,00
- L'Etat dans la période de transition € 3,00
- Le trotskysme contre la classe ouvrière € 4,50
- Guerre du Golfe (1991) € 2,50
- Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital € 4,50
- La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme € 3,00
- Le communisme n'est pas un bel idéal ..., mais ... € 3,00
- Comment le PCF est passé au service du capital € 3,00
- La Révolution russe 1917 € 2,50
- Les élections : un piège pour la classe ouvrière € 2,00

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

VIE DU CCI : LE XXIE CONGRÈS DE RI

Une crise douloureuse mais salutaire pour l'avenir de l'organisation révolutionnaire

La section du CCI en France a tenu récemment son XXIe Congrès qui s'est déroulé en deux sessions. La première, consacrée aux débats sur les problèmes organisationnels de la plus vieille section du CCI, s'est tenue au cours de notre Conférence internationale extraordinaire en mai dernier (1). La seconde session de ce Congrès, était consacrée à deux questions:

1) L'analyse du rapport de forces entre les classes dans la situation sociale en France à partir de l'examen critique de nos difficultés d'analyse dans le mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010. Les débats sur cette question ont donné lieu à l'adoption par le Congrès de la "Résolution sur la situation sociale en France" disponible sur notre site Internet et que nous publierons dans le prochain numéro de ce journal.

2) La défense de l'organisation face aux attaques pogromistes et de nature policière (alimentées par certains réseaux sociaux, blogs et sites internet) dont nous sommes la cible comme principal courant de la Gauche communiste, organisées à l'échelle internationale.

La "culture de la théorie": arme indispensable pour le redressement intellectuel et moral de l'organisation

Comme le met en évidence l'article que le CCI a publié sur sa troisième Conférence internationale extraordinaire, "La nouvelle de notre disparition est grandement exagérée", la section du CCI en France a été l'épicentre de la crise "intellectuelle et morale" que l'organisation a traversée. Cette crise (qui n'avait pas été identifiée à l'époque) a émergé au grand jour lors de la discussion de la Résolution d'activités du XX Congrès de RI qui insistait sur la nécessité de la culture marxiste de la théorie et mettait en évidence les faiblesses de la section en France et du CCI sur ce plan dans nos débats internes. Le diagnostic de "danger de sclérose" et de "fossilisation", voire de "dégénérescence organisationnelle "mis en avant dans cette Résolution d'activité avait provoqué une levée de boucliers de la part d'un cercle affinitaire de militants (avec des attaques personnelles dirigées contre une camarade qui avait défendu et soutenu cette orientation de l'organe central du CCI). Des démarches émotionnelles et totalement irrationnelles ont émergé, animées par une forte tendance à la personnalisation des questions politiques (avec l'idée absurde que cette Résolution d'activités "visait" certains jeunes militants qui ont des difficultés à lire des textes théoriques). Face à cette situation aberrante et de crise ouverte, l'organe central de la section en France a mené un combat politique visant au redressement de cette section après qu'il a identifié la nature de cette crise. Parmi les faiblesses de la section en France, l'organisation a identifié le manque de discussion et de débat approfondi sur l'esprit de cercle (2). Du fait de la prédominance du bon sens commun, de la "religion de la vie quotidienne" et de la méfiance inhérente à l'esprit de cercle et de clan, ce texte d'orientation adopté lors de la crise de 1993 avait été interprété à tort par certains militants comme une arme contre tel ou tel individu (ou "copain" de l'époque) alors qu'il s'agissait d'une question politique qui avait été discutée dans le mouvement ouvrier (en particulier au sein de la Première Internationale et au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903).

Ce manque de culture de la théorie allait nécessairement de pair avec des démarches émotionnelles et des conceptions affinitaires, familialistes de l'organisation (conçue comme un groupe de copains ou une grande famille, unie par des liens affectifs et non par des principes politiques communs). La résurgence de la mentalité pogromiste du clan qui allait fonder la FICCI (et dont l'apothéose a été la constitution d'un "groupe politique" de nature policière: le "GIGC") trouve ses racines dans l'absence de discussion théorique sur un texte d'orientation soumis à la discussion après la crise de 2001: "Le pogromisme et la barbarie capitaliste". L'idée répandue à l'époque était celle d'un "retour à la normale", au fonctionnement routinier de l'organisation, avec l'illusion que le "mal" avait été éradiqué avec l'exclusion des membres de la FICCI après qu'ils se soient conduits comme des mouchards. Se répandait également l'idée qu'il n'était pas nécessaire de se "prendre la tête" à discuter du pogromisme comme phénomène du capitalisme décadent qui, avec la décomposition de la société bourgeoise, tend à envahir toutes les sphères de la vie sociale (non seulement dans les guerres impérialistes, comme on l'a vu en Ukraine, mais également chez les jeunes dans les banlieues, dans les établissements scolaires, et même sur les lieux de travail).

Le XXI congrès de la section en France devait donc prendre un caractère de congrès extraordinaire. Il s'agissait pour cette section de tirer le bilan du travail de son organe central et du combat qu'il a mené ces deux dernières années pour mettre en évidence les conceptions affinitaires et familialistes de l'organisation qui existaient encore dans la section en France et qui sont le terreau le plus fertile pour le développement de la mentalité pogromiste (à travers l'esprit de vendetta familiale ou de bande de copains).

Tous les militants de la section se sont inscrits activement dans les débats pour soutenir et saluer le travail de l'organe central qui a permis d'éviter que cette crise intellectuelle et morale ne débouche sur une explosion de la section ou sur la constitution d'un nouveau groupe parasitaire (avec comme principale motivation la défense de son orgueil blessé ou celui de ses "amis", ce que Lénine appelait "l'anarchisme de grand seigneur"). L'attachement au CCI comme corps politique, la volonté de comprendre et de réfléchir aux causes profondes des graves dérives dans lesquelles ont été embarqués certains camarades, la loyauté à l'organisation et la volonté de ne pas capituler face à la "main invisible du Capital" (selon l'expression d'Adam Smith) ont permis aux militants de la section en France de s'engager pleinement dans les orientations du XXème Congrès de RI, notamment l'importance fondamentale du travail d'assimilation du marxisme et d'élaboration théorique des organisations révolutionnaires. Pour pouvoir surmonter cette crise intellectuelle et morale dans la section en France, le seul antidote était de développer une véritable culture marxiste de la théorie contre l'idéologie de la classe dominante, contre l'aliénation et la réification où, dans la société capitaliste, les rapports entre les hommes prennent la forme de rapports entre les choses.

Une des faiblesses du Congrès a été de n'avoir pu mener une discussion de fond sur les deux conceptions de l'organisation qui coexistaient depuis de longues années dans la plus vieille section du CCI, et qui sont de façon récurrente la source de clivage et de fractures: une conception "familialiste" affinitaire, de groupe d'amis où les positions politiques des militants sont motivées par des loyautés ou des sympathies personnelles, et une conception où c'est l'adhésion des militants aux mêmes principes organisationnels qui constitue le ciment de l'organisation.

Si ces deux années de crise ouverte qui ont frappé la section RI ne se sont pas soldées par une nouvelle scission parasitaire, c'est aussi grâce à la capacité de l'organe central de la section en France à impulser, animer la vie de la section et à mettre en application les orientations du XXe Congrès, notamment en organisant des journées d'études et de discussions pour combattre le danger de sclérose, de perte des acquis du CCI, et développer cette culture marxiste de la théorie au sein de l'organisation et chez tous les militants. Ceci afin de combattre la paresse intellectuelle, le dilettantisme, la perte du goût pour la lecture et pour la théorie de même que la persistance de conceptions hiérarchiques, élitistes consistant à considérer que le travail de réflexion théorique est l'affaire de "spécialistes". La section en France a ainsi organisé plusieurs journées d'études ces deux dernières années sur différents thèmes en lien avec les problèmes organisationnels qui ont émergé de nouveau de façon encore plus dangereuse que par le passé:

– la conception de l'"individu" chez Marx, de l'"association" et du travail associé contre la conception stalinienne du "collectif" anonyme;

– le Congrès du POSDR de 1903: l'esprit de cercle comme manifestation de l'idéologie de la petite-bourgeoisie dans l'ancienne rédaction de *l'Iskra* et les divergences entre Lénine et Martov sur le paragraphe 1 des Statuts du POSDR;

– le Livre I du *Capital* et notamment la question du fétichisme de la marchandise, de la "forme valeur", les concepts marxistes de réification et d'aliénation dans l'analyse de la marchandise en lien avec nos difficultés organisationnelles récurrentes;

– l'histoire des Statuts des organisations du mouvement ouvrier depuis la Ligue des Communistes;

– la dernière journée d'études de RI (qui s'est tenue après le XXIe Congrès, en présence de la délégation internationale présente à ce Congrès) a porté sur un aspect des "Thèses sur la morale" (soumises au débat international par l'organe central du CCI): la "révolution exogamique" dans l'histoire de la civilisation humaine et le principe "endogamique" du pogromisme (mis en évidence, par exemple, par les lois antisémites du régime nazi).

La crise qui a secoué la section en France et dont l'onde de choc s'est répercutée dans l'ensemble du CCI a été une **crise salutaire**: elle aura permis de faire émerger une question fondamentale du marxisme et du mouvement ouvrier qui n'avait jusqu'à présent jamais pu être abordée de façon théorique par le CCI: la "dimension intellectuelle et morale" de la lutte du prolétariat.

La "nouvelle" de notre disparition annoncée triomphalement par l'"Appel"

(suite à la page 6)

nos positions

● Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc.., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc.., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

Notre activité

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

Notre filiation

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.